



Innovation

Une nouvelle norme internationale en téléphonie, la quatrième seulement, en l'espace d'un peu plus de vingt ans, sera édictée à l'automne grâce à une découverte réalisée à l'Université de Sherbrooke. En 1972, la transmission de la parole nécessitait 64 000 bits par seconde. En 1984, les découvertes ont permis d'atteindre les mêmes résultats en n'utilisant que 32 000 bits par seconde. Enfin, en 1992, une troisième norme internationale a pu être édictée: il était possible de transmettre la parole avec 16 000 bits par seconde. Grâce surtout au GRISO — le Groupe de recherche en information, signal et ordinateur — le même résultat peut être atteint en n'utilisant que 8000 bits par seconde. Selon le professeur et chercheur en sciences appliquées Jean-Pierre Adoul — un membre du groupe — le GRISO a réussi à comprimer encore davantage la voix sans altération lors de la transmission ou le stockage de la parole. L'une des principales applications de cette découverte concerne la téléphonie, notamment la téléphonie sans fil, où il importe de ne pas encombrer les ondes. *Presse Canadienne*

Environnement

Plusieurs associations britanniques de défense de la nature se sont mobilisées pour empêcher l'ouverture à Madagascar d'une mine de dioxyde de titane qui détruirait, selon elles, des milliers d'hectares de forêt regorgeant d'animaux et de plantes uniques au monde. Ces associations s'opposent au projet de la multinationale britannique RTZ, plus grosse compagnie minière au monde, qui veut installer dans la région de Fort Dauphin une immense mine d'extraction de dioxyde de titane, composant blanchissant utilisé pour la fabrication de produits comme le dentifrice et les lessives. Les écologistes affirment que la mine sera installée en plein cœur d'une forêt de 4000 ha faite de plantes et de fleurs rares où vivent un grand nombre de lémuriens, plus anciens primates de la création menacés de disparition et que l'on ne trouve qu'à Madagascar. La compagnie a reçu le soutien sans réserve du gouvernement malgache, qui cherche à attirer les investisseurs étrangers et voit dans ce projet le moyen de créer plusieurs centaines d'emplois dans un des pays les plus pauvres d'Afrique. Les défenseurs de la nature, à l'inverse, favorisent des projets de développement touristique axés sur la mise en valeur de la forêt et de «ses merveilles». *Agence France-Presse*

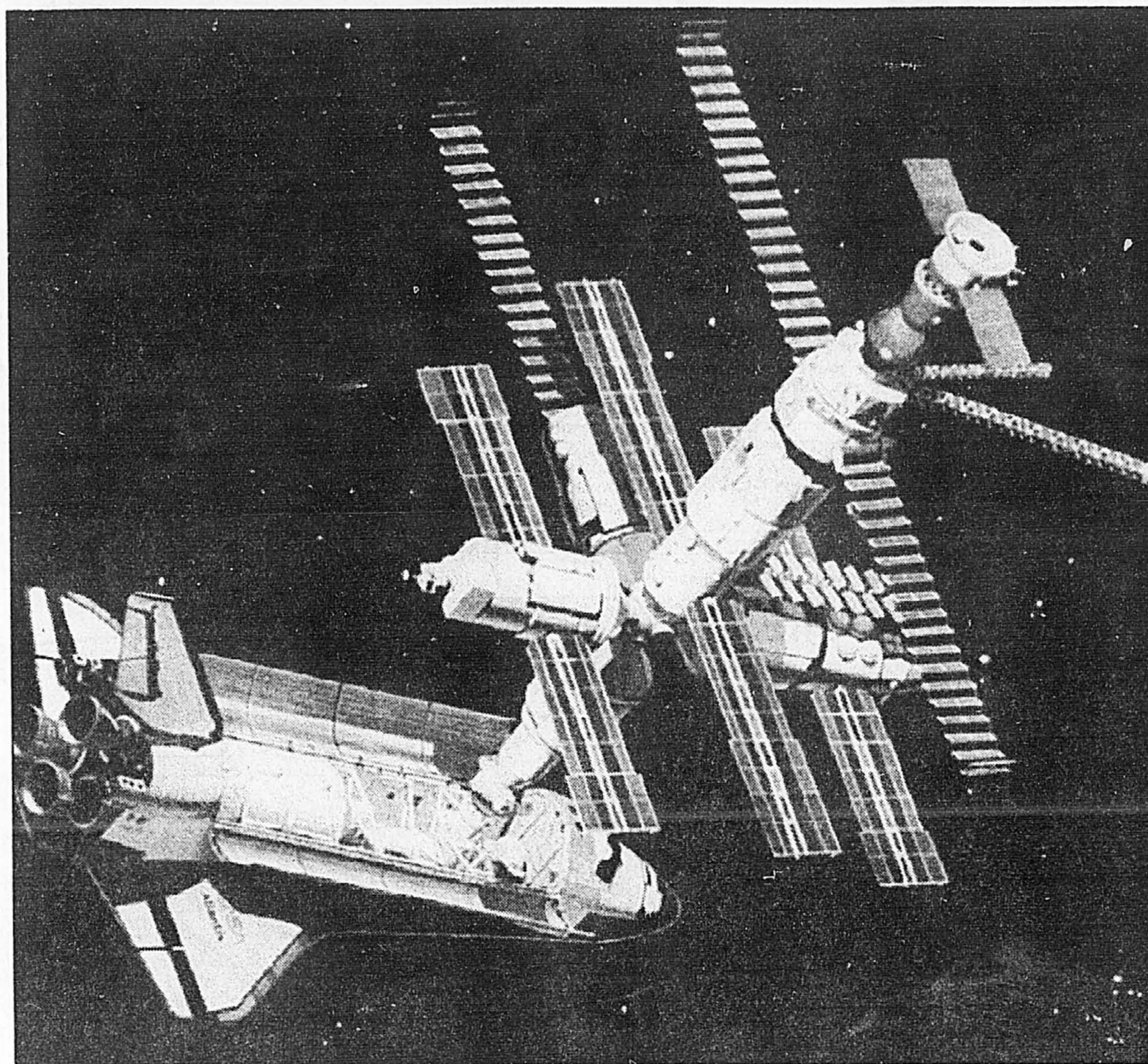
Espace

L'agence spatiale allemande, la DARA, veut poursuivre ses études sur la technique de rentrée dans l'atmosphère malgré la perte d'un satellite récupérable lancé dimanche dernier par une fusée japonaise. «Le Japon et l'Allemagne attachent une grande importance à soutenir cette technique et ses nombreuses possibilités d'utilisation dans l'avenir», a indiqué le porte-parole de l'agence, M. Franz-Peter Spaunhorst. Selon M. Spaunhorst, l'échec du lancement du satellite Express est probablement dû à une erreur de guidage de la fusée porteuse M3S2. La fusée, lancée du centre spatial de Kagoshima, est tombée quelques instants plus tard dans le Pacifique. Au lieu d'atteindre une altitude minimale prévue de 250 km, son apogée n'a atteint que 110 km. La mission devait expérimenter des plaques en céramique résistant à haute température. *Agence France-Presse*

Archéologie

Le ministère de la Culture espagnol investira près de 4,5 millions de dollars entre 1995 et 1998 pour construire une réplique de la grotte préhistorique d'Altamira, célèbre pour ses peintures rupestres. La réplique de la grotte sera réalisée à une centaine de mètres de l'original, qui contient, sur quelque 620 m², un ensemble de peintures polychromes datant du magdalénien. Le projet prévoit la construction d'un musée et l'amélioration des accès. La nouvelle grotte d'Altamira pourra être visitée par 200 à 300 personnes chaque jour, alors qu'actuellement il faut attendre plus d'un an pour avoir accès à la «Chapelle Sixtine de l'art rupestre». Les travaux devraient commencer dans deux ans et la réplique pourrait être ouverte au public d'ici cinq à sept ans. *Agence France-Presse*

Des archéologues ont découvert un trésor pharaonique, comprenant une centaine de bijoux en or et des pierres précieuses, dans la tombe de l'épouse du roi Amenemhet II, dont l'excavation remonte pourtant au début du siècle. Selon Abdel-Halim Nour el-Din, directeur des Antiquités égyptiennes, c'est un archéologue égyptien qui a fait cette découverte. Le trésor était caché dans un mur de la tombe recouvert de chaux. Une équipe d'archéologues américains du Metropolitan Museum s'est ensuite chargée de l'extraire du sol. Amenemhet II a régné entre 1929 et 1892 avant Jésus-Christ. Lui et sa femme ont été inhumés à Dahchour, à une trentaine de kilomètres au sud du Caire. Le trésor doit être exposé au Musée égyptien de la capitale. *Agence France-Presse*



Arrimées l'une à l'autre, Discovery et Mir formeront un ensemble impressionnant en orbite autour de la Terre.

Les RUSSES arrivent!

La mission conjointe Mir-Discovery est une véritable révolution culturelle dans le milieu spatial international

FRÉDÉRIC CASTE
Le Figaro
HOUSTON

Y a-t-il soudainement un espace pour la poésie et un goût pour les cultures exotiques dans l'univers technologique de la Nasa? En tout cas, «lors du premier rendez-vous, en juin prochain, avec la station spatiale Mir, nous emmènerons, à bord d'Atlantis, un bouquet de fleurs et une miche de pain pour nos collègues russes en orbite, comme cela se fait chez des hôtes en Russie», déclare Hoot Gibson, le commandant de la première navette spatiale américaine qui s'accrochera à la station russe.

Au Centre spatial de Houston (Texas) règne une animation insolite. Pendant 34 ans, ce centre a dirigé — en maître absolu — les vols spatiaux habités américains. Aujourd'hui, les habitudes texanes de tout régir sont bousculées: les Russes sont arrivés.

«C'est étonnant! Depuis que j'ai été envoyé ici, il y a deux ans, tout le monde à la Nasa s'est mis au russe», note Vladimir Titov, vétéran de l'espace qui volera sur Discovery en février. Dans les allées du Centre spatial de Houston, des dizaines d'experts russes se déplacent sans escorte et assistent aux réunions les plus techniques de la Nasa. Désormais, tous les dossiers spécialisés de l'agence spatiale américaine doivent être aussi rédigés en cyrillique. Le système métrique devient la norme et des centaines d'ingénieurs de la Nasa suivent des cours de civilisation russe et se rendent régulièrement à Moscou.

Oppositions sur le fond

«Depuis la conquête de la Lune avec Apollo, je n'ai jamais vu autant d'enthousiasme parmi nos équipes», tient à souligner George Abbey, directeur-adjoint du Centre spatial de Houston, qui ajoute: «Au symbolisme politique, créé par la coopération avec la Russie, s'ajoute la véritable utilisation de notre navette, qui va dorénavant desservir la station Mir pour des vols de longue durée avec ses équipages internationaux.»

Moyennant 400 millions de dollars versés, par tranches, à l'Agence spatiale russe, les Américains ont prévu d'ici trois ans de réaliser avec leurs partenaires russes sept vols communs navette-Mir, avec échange d'astronautes en orbite et réapprovisionnement de Mir, ou travailleront des Américains. Pour éviter que cette coopération ne reste qu'un symbole politique, tel le vol Apollo-Soyuz en 1975, Russes et Américains



L'équipage international de Discovery: de g. à d. les astronautes américains James Wetherbee, Eileen Collins et Bernard Harris, le Britannique Bernard Harris, l'Américaine Janice Voss Ford et le cosmonaute russe Vladimir Titov.

doivent encore surmonter d'énormes obstacles culturels et méthodologiques.

L'unification de méthodes de travail si différentes, si elle se vérifie, sera déterminante pour le succès de la station spatiale internationale prévue pour la fin du siècle, avec la participation des Européens, des Japonais et des Canadiens.

Valery Ryumin, patron des opérations spatiales russes, est le seul à clamer ouvertement: «Nous avons encore beaucoup de problèmes, nous devons les résoudre ensemble et nous y travaillons dur.» Malgré la fébrilité des techniciens des deux pays, heureux de coopérer dans les mêmes domaines techniques, les hauts responsables des programmes des deux pays s'opposent autant sur la forme que sur le fond. Quand les Américains, fidèles à leur culture, s'adressent à leurs partenaires, ils vont droit au problème tandis que les Russes, en bons Slaves, sont sensibles aux formes et aux manières. Aux erreurs diplomatiques des uns s'oppose le manque de rigueur des autres. «Les Américains ne sont que pratiques», ironise Alexander Botvinko, directeur des vols spatiaux russes; l'astronaute américain Ken Cameron réplique, avec beaucoup de sous-entendus: «Il en faut de la patience avec les Russes, et nous en avons.»

De surcroît, les approches des programmes spatiaux russe et américain ont été tellement antinomiques, pen-

dant des décennies, que les mêmes mots n'ont pas le même sens pour les uns et pour les autres. «Le même rapport technique rédigé par la Nasa atteindra 500 pages contre 50 chez les Russes», fait remarquer un expert européen. «La méthode américaine consiste à tout documenter, y compris les implications possibles, tandis que les équipes russes, qui sont les mêmes depuis 20 ou 30 ans, considèrent inutile de détailler leur savoir-faire», ajoute-t-il.

L'autre problème de fond dénoncé dans les coulisses de la Nasa, est la prétention de certains responsables russes de ne jamais vouloir recevoir de leçon de la part de leurs partenaires américains, alors que le travail qu'ils accomplissent, aux termes de la coopération, leur est rétribué par la Nasa qui, à ce titre, réclame un droit de regard.

Tensions et frustrations

«En travaillant avec les cosmonautes russes qui assurent une présence permanente dans l'espace depuis des années, la Nasa s'aperçoit que sa façon de concevoir les vols devra évoluer dans leur sens», explique l'astronaute Mike Foale. «Avec l'allongement de la durée des vols pour les Américains grâce à Mir, ajoute-t-il, nous ne pouvons plus nous préparer seulement à des tâches spécifiques. Nous devons adopter l'excellente méthode des Russes, qui est un entraînement beaucoup plus générique sur la manière de travailler dans l'espa-

ce.» Vladimir Titov, qui volera sur Discovery en février, et Sergueï Krikalev, qui a été le premier Russe à voler sur une navette américaine l'an dernier, sont souvent consultés par leurs collègues de la Nasa, qui les considèrent comme des cosmonautes exceptionnels.

Néanmoins les problèmes pratiques ne manquent pas d'empoisonner l'atmosphère entre les deux puissances spatiales: la douane russe, en bloquant, pendant des mois, l'acheminement du matériel médical de la Nasa, perturbera la mission scientifique de l'astronaute américain Norman Thagard, prévue en mars sur Mir, car le module Spektr, qui doit en être équipé, ne sera pas en orbite avant mai; le système pyrotechnique d'urgence pour le dispositif d'amarrage navette-Mir n'est pas conforme aux normes exigées par des Américains parfois trop pointilleux.

Bref, comme dit l'astronaute Franck Culbertson, responsable des vols communs: «Niet, c'est le seul mot que nous apprenions de nos partenaires russes.»

Restrictions budgétaires

Dans d'autres domaines, les tensions et les frustrations sont telles que la Nasa a demandé à Jean-Loup Chrétien de s'installer à Houston comme astronaute, pour offrir ses services en diplomatie spatiale.

Quelle langue parlera-t-on dans la station spatiale internationale? Houston sera-t-il le centre de contrôle principal secondé par celui de Kaliningrad?

Combien de temps les Russes acceptent-ils de s'abaisser à la position de second dans ce partenariat dicté par une situation politico-économique? Toutes ces questions épineuses restent encore sans réponse.

Le Centre spatial de Houston est confronté à un double défi sans précédent dans son histoire. Pour survivre malgré des restrictions budgétaires croissantes, ses responsables doivent réussir à orchestrer la coopération de cinq agences spatiales — américaine, russe, européenne, japonaise et canadienne — en vue de la station internationale.

«Nous devons faire beaucoup plus avec moins de moyens», note Carolyn Huntton, nouvelle directrice du centre spatial texan.

«Compte tenu du contexte politique international, les vols spatiaux habités sont partout en danger; un échec de la collaboration russo-américaine serait fatal pour le monde entier», rappelle Jean-Loup Chrétien.

■ Le calendrier des vols de navettes en 1995. page B4

ÉDITORIAL

La Presse

Paul Desmarais
président du conseil
d'administrationRoger D. Landry
président
et éditeurClaude Masson
éditeur adjointMarcel Desjardins
directeur de l'informationAlain Dubuc
éditorialiste en chef

Le soliloque des garderies privées

Il y a une dizaine de jours, plus de 2 000 personnes représentant les garderies privées du Québec ont manifesté à Montréal pour demander à la ministre Pauline Marois de mettre un frein à ce qu'elles considèrent être une attitude d'élimination à long terme des garderies privées.



Pour le simple observateur, cette démarche publique n'était pas très claire et les propos des porte-parole de leur coalition, rapportés dans les médias, encore moins.

Comment et surtout pourquoi le gouvernement s'apprêterait-il à mettre la clé dans la porte de 350 garderies privées qui accueillent 20 000 enfants et fournissent de l'emploi à près de 5 000 personnes ?

Selon la Coalition des garderies privées du Québec, la politique actuelle du gouvernement viserait à amplifier une concurrence déloyale en privilégiant les garderies sans but lucratif. Seules ces garderies ont reçu, en octobre dernier, de l'aide financière pour hausser le salaire indécent de leurs employés. Résultat : les employés des dites garderies « publiques » sont mieux rémunérés que leurs collègues des garderies privées. Une situation semblable à celle soulevée par des conflits d'équivalence de salaire entre des fonctionnaires et des employés de l'entreprise privée.

En avril dernier, lors de la grève des employés de garderies,

orchestrée par la CSN, le gouvernement libéral avait alors fourni une aide financière pour hausser le salaire des employés de toutes les garderies, sans discrimination. Il s'agit clairement d'un virage amorcé par le nouveau gouvernement.

De la même façon, lors de la mise sur pied, l'automne dernier, d'une table de concertation chargée de revoir le financement des services de garde au Québec, les garderies privées ont été exclues de cette consultation. Les sièges ont été réservés aux garderies sans but lucratif et à la CSN.

Pourtant, détentrices d'un permis et soumises aux règlements de l'Office de garde, les garderies privées bénéficient elles aussi de différentes subventions visant la qualité ou l'accès aux services pour des clientèles particulières : pour recevoir des poupons et des enfants handicapés ; pour la formation de leur personnel, les congés de maternité et l'assurance collective ; et pour le renouvellement du matériel pédagogique. Ne pas leur demander leur avis sur ces sujets bien précis constitue une erreur de stratégie.

Politiquement, socialement et moralement, il est facile de comprendre qu'il existe une différence entre une subvention de financement dont l'objet est de permettre à une garderie opérée sans but lucratif de boucler son budget, et une subvention à une société à but lucratif dont l'effet ou l'objet indirect serait de faciliter ou de permettre un meilleur profit.

D'ailleurs, depuis plus de 20 ans, aucun gouvernement n'a accordé de subvention de fonctionnement aux garderies à but

lucratif. Et c'est pourquoi, si les porte-parole des garderies privées ont raison de se battre pour leur survie, elles ont choisi un bien mauvais terrain de bataille puisque leur clientèle peut recevoir un soutien financier de l'État, soit par le programme d'exonération et d'aide financière, soit par le crédit d'impôt remboursable.

Que la philosophie du Parti québécois soit de privilégier les garderies à but non lucratif pour en arriver, un jour, à créer un véritable réseau de garderies publiques accessibles à tous les enfants, c'est une chose.

Mais, d'une part, il ne faut pas pour autant snober l'importance du réseau privé qui rapporte plus à l'État qu'il n'en coûte. N'oublions jamais qu'après avoir été obligées de respecter des normes imposées, mais essentielles, elles sont indispensables pour les parents de 20 000 enfants.

Et, d'autre part, la création d'un réseau de garderies d'État soulève d'importants enjeux. Est-ce une bonne chose de créer un autre monstre bureaucratique quand on a vu les limites des réseaux publics dont nous sommes dotés dans les années soixante et soixante-dix ? Cela mérite réflexion.

Ce n'est pas un choix de société qui peut se faire par la porte d'en arrière, à coups de mesures comptables et administratives. Mais bien par une réflexion qui exige un débat public où la participation de tous les intervenants est essentielle.

Claudette TOUGAS

Infortunes culturelles

Pour un parti qui tire sa raison d'être d'un mouvement d'affirmation culturelle, le Parti québécois a toujours été étonné par la pauvreté de ses politiques culturelles. Depuis son retour au pouvoir, cela ne s'est pas arrangé.



Premier coup dur : la démission de la ministre Marie Malavoy, qui a tiré sa révérence après avoir pleuré publiquement ses fraudes électorales. La semaine dernière, nouvel éclat : à peine a-t-elle fini d'attaquer les soutiens de Mme Malavoy que la nouvelle ministre de la Culture, Rita Dionne-Marsolais, réussit, par une sortie fracassante, à se mettre tout le monde artistique à dos.

En gros, la ministre a dit qu'elle compte revoir le fonctionnement de deux organismes créés par les libéraux, le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), laquelle pourrait disparaître de l'écran. Elle s'est aussi interrogée sur l'éthique dans l'octroi des subventions lorsque les arbitrages sont effectués par d'autres artistes.

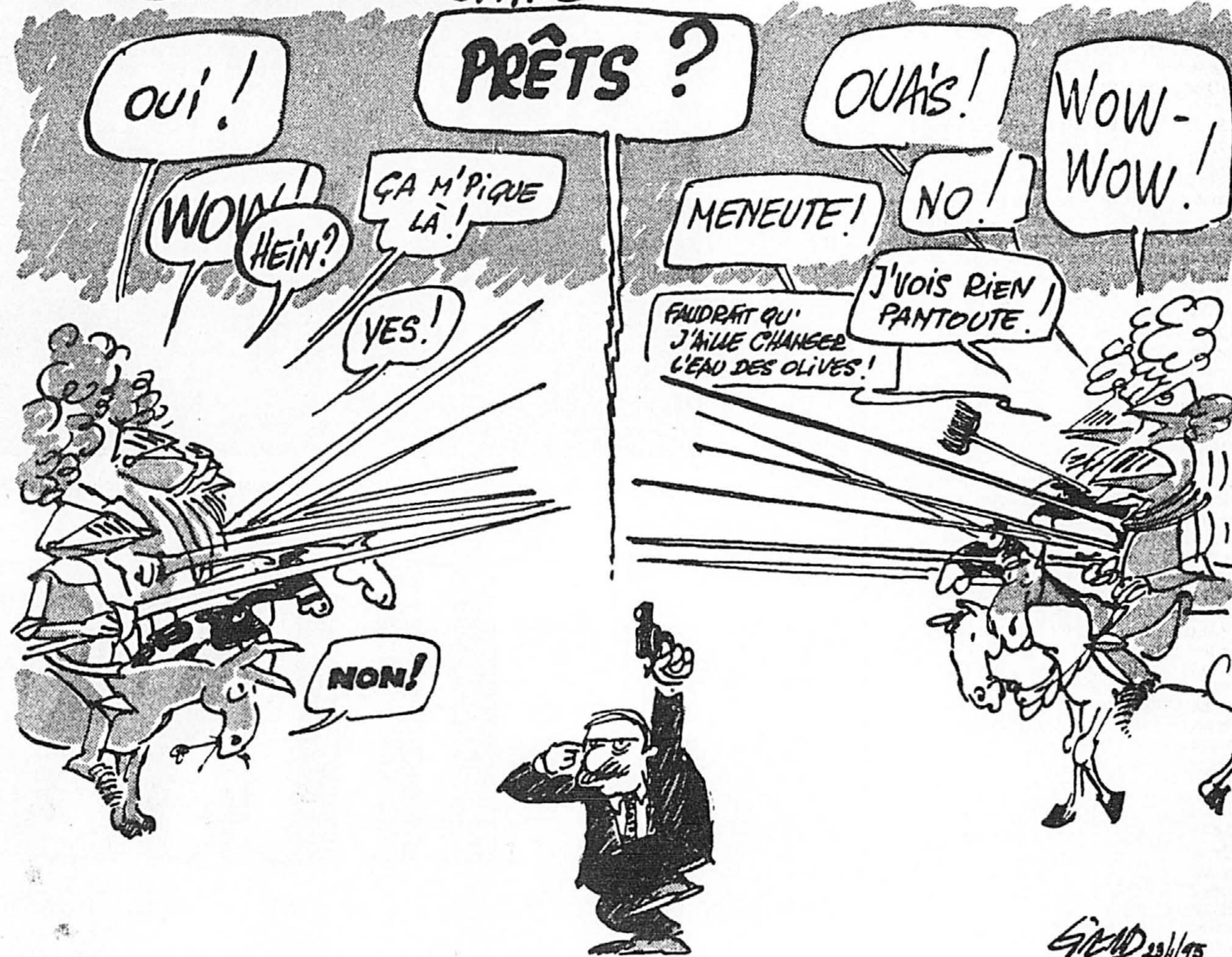
On ignore quel effet Mme Dionne-Marsolais croyait provoquer. Le fait est qu'elle est débarquée dans le monde culturel avec la délicatesse d'un éléphant qui, dans un entrepôt de porcelaine, ferait exprès pour foncer sur les plus gros pots. Le résultat ne s'est pas fait attendre : jeudi, le producteur Roger Frappier démissionnait avec fracas de la présidence de l'Institut québécois du cinéma.

Théoriquement, les propos de la ministre n'étaient pas sans fondement. Oui, les jurys de pairs comportent un risque de copinage. Mais c'est aussi le cas dans le domaine scientifique et, pourtant, on ne demande pas à des comités d'évaluer les projets de recherche en biologie moléculaire. Et, tout compte fait, le jugement des pairs vaut mieux que celui des bureaucrates dépourvus de quelque connaissance artistique que ce soit.

Mais la ministre a surtout choqué par le mépris avec lequel elle était prête à envoyer valser un édifice autour duquel l'ex-ministre Frulla-Hébert avait réussi à faire la quasi-unanimité chez les artistes et les politiciens. Rien ne justifie cette attitude du genre « ôtez-vous de là, j'arrive ! », si ce n'est l'impatience d'une nouvelle ministre qui cherche à imprimer sa direction à une barque qui avait fini, de peine et de misère, par trouver sa direction.

Agnès GRUDA

LE DÉBAT RÉFÉRENDATAIRE



GND 23/1/95

DROITS RÉSERVÉS

La boîte aux lettres



Daniel Johnson

Souveraineté : Johnson a raison

■ Daniel Johnson a parfaitement raison de refuser l'invitation de monsieur Parizeau à participer aux travaux des commissions chargées de modifier le libellé mais non le fond du projet de loi sur la souveraineté du Québec.

Les péquistes déplorent le refus de monsieur Johnson en lui rappelant que les absents ont toujours tort et qu'il risque d'affaiblir sa position. Cette délicate attention à l'égard de leur principal adversaire suggère plus de dépit que de sollicitude.

Il est clair que la collaboration de monsieur Johnson est un élément majeur de la stratégie séparatiste et que monsieur Parizeau fera des pieds et des mains pour forcer Johnson à revenir sur sa décision.

Marcel Masse et Jean-Paul L'Allier

ont emboîté le pas à Mario Dumont en acceptant l'invitation de monsieur Parizeau.

D'autres figures aux allégeances séparatistes bien connues répondront aussi à l'appel afin de créer l'illusion d'un forum démocratique où tous et chacun pourront démocratiquement faire valoir leurs vues sur l'avenir du Québec. Une foule de groupuscules indépendantistes sera également mobilisée pour meubler les audiences des commissions péquistes et donner l'impression d'un revirement de l'opinion publique en faveur de l'option séparatiste.

Raymond ROBILLARD
Sutton

Pourquoi pas un choix référendaire multiple ?

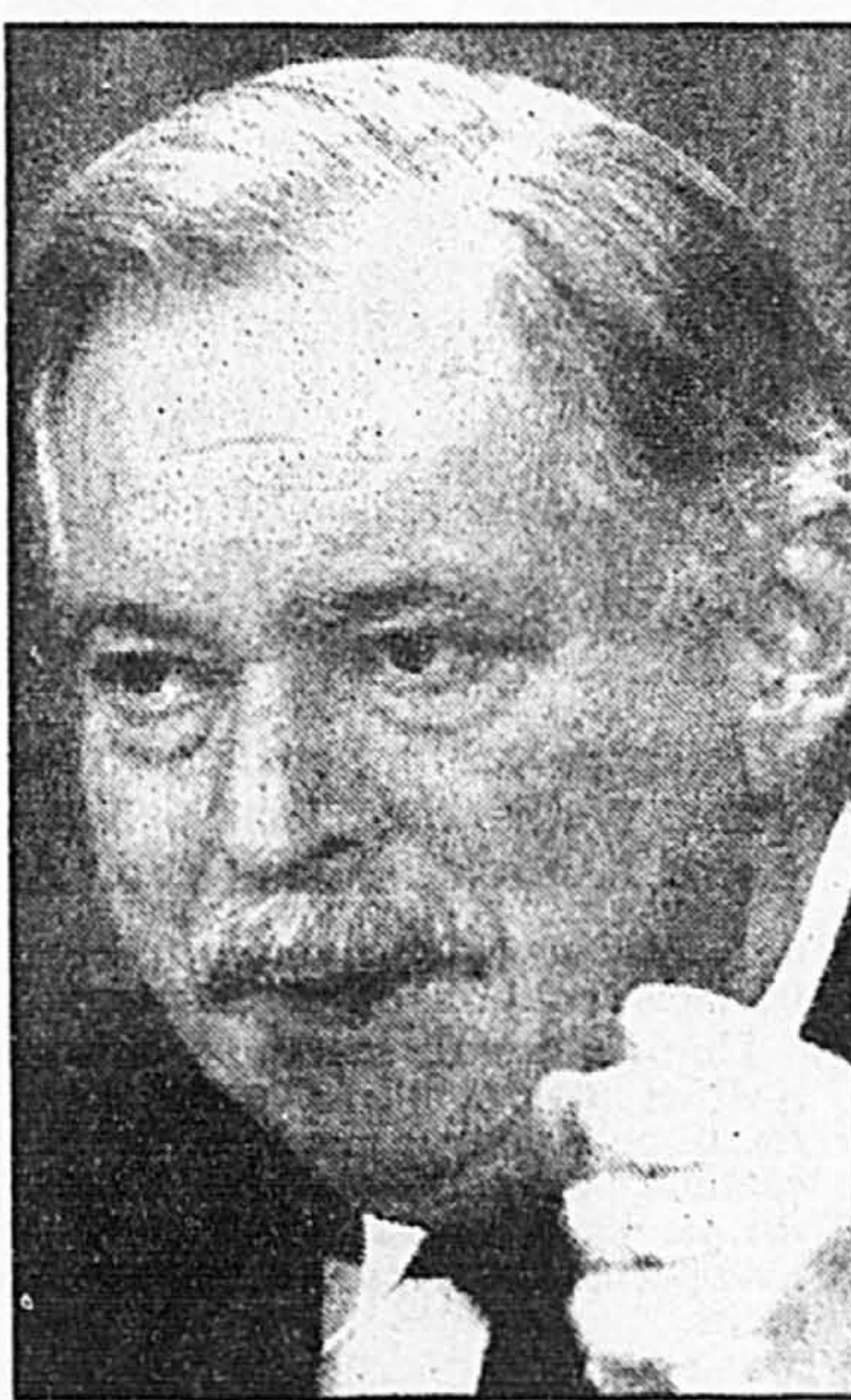
■ Ça fait des décennies qu'Ottawa se chicane avec Québec. Je propose donc à nos deux gouvernements d'offrir plusieurs choix, lors du référendum de 1995. Il y aurait un premier tour de scrutin, puis un second tour où on ne garderait que les deux options les plus populaires.

Bien entendu — et pour en finir une fois pour toutes avec les coûteuses et vaines réformes constitutionnelles — on garderait pour le second tour l'option autonomiste la plus populaire ainsi que l'option fédéraliste la plus populaire.

Pour faire plaisir à MM. Chrétien et Johnson, la première option pourrait être la « séparation ». Cette option fait peur et sous-entend de la violence ; c'est pourquoi elle leur plaît tellement. Je me demande même si elle ne devrait pas être classée dans les choix fédéralistes.

La deuxième option pourrait être la « souveraineté » telle que proposée par le PQ. Puisque ça fait plusieurs fois que les fédéralistes essaient de réformer la constitution, M. Parizeau, lui, a bien le droit de donner une deuxième chance au coureur souverainiste, non ?

La troisième option pourrait être la « fédéraliste 82 », c'est-à-dire la Loi constitutionnelle de 1982 imposée par MM. Trudeau et Chrétien. Comme cet-



Jacques Parizeau

te loi n'a pas encore été approuvée par la population, ce choix forcerait M. Chrétien à défendre son fédéralisme qui est à la fois « évolutif et centralisateur ».

La quatrième option pourrait être l'« entente du Lac Meech ». Les libéraux Frank McKenna, Jean Chrétien, Clyde Wells, Pierre Trudeau, Sharon Carstairs et Elijah Harper ont travaillé fort pour faire échouer Meech ; ils pourraient nous rappeler pourquoi.

La cinquième option pourrait être « tantôt fédéraliste, tantôt souverainiste ». Cette option aurait l'avantage de définir très clairement la position de M. Johnson et du PLQ.

Hélène SIMARD
Beaufort

Hijab : pour la tolérance

■ Je ne vois vraiment pas pourquoi

l'on devrait s'opposer au port du foulard islamique dans les écoles.

On peut voir dans cette particularité vestimentaire une marque de soumission de la femme, on peut y voir une atteinte aux valeurs occidentales ou on peut y voir n'importe quoi ; la tolérance à l'égard des autres religions doit avoir prééminence sur les symboles.

La présence du foulard islamique dans les écoles ne gêne ni nos habitudes, ni nos valeurs, qui sont caractérisées par la tolérance ; par conséquent, je ne vois pas pourquoi on devrait interdire le hijab si l'écolière le porte de bon gré.

Paul-André ALLARD
Montréal

Dans ma Camaro, je t'emmènerai...

■ Le 9 janvier dernier, 15 000 personnes faisaient la file devant une usine de GM, en Ontario, pour remplir un formulaire d'emploi dans le but de ravir un des postes qui se libéreront avec la mise à la retraite de 500 employés. Mais, après quelques minutes à regarder une photo de l'événement, je n'ai pu m'empêcher de me poser les questions suivantes :

□ Pourquoi faire geler des gens à l'extérieur, alors qu'il n'y a pas d'urgence ? GM semble avoir réalisé par un beau matin du 9 janvier 1995 que 500 employés prendraient leur retraite sous peu !

□ On aurait très bien pu orchestrer l'enregistrement de ces 15 000 personnes de façon structurée en distribuant simplement des formulaires avec l'aide des centres d'emploi.

□ On connaissait l'ampleur d'une telle annonce publique puisque l'expérience s'était déjà produite ailleurs.

Mais voilà ! On a opté pour le « gros show ». Le feu dans les barils, les couvertures sur le dos, des travailleurs qui ont déjà un emploi et qui font quand même la queue. La misère bosniaque à la sauce nord-américaine. Et on s'est surtout assuré de la présence des caméras de tout le pays.

Comment ces gens ont-ils été informés de cet événement, un lundi, ma-

tin ? Comment ces gens ont-ils su qu'il y aurait séance de distribution de formulaires ? GM a bien dû utiliser les médias pour rejoindre autant de gens. Dans une organisation structurée comme GM, le service des relations publiques a fort probablement été impliqué dans la planification et l'organisation de cet événement, dès la semaine précédente.

Or, justement durant la même semaine, GM a eu à faire face à un arrêt de travail à l'usine de Boisbriand. Les employés se sont plaints d'un contre-maitre zélé, avouant du bout des lèvres que la cadence de production des Camaro-Firebird était exécutante. Le porte-parole de GM s'est dépêché de nier que Boisbriand surproduisait (même si tout le monde sait que la demande pour les Camaro/Firebird est plus forte que l'offre).

Il a même tenu à souligner à la presse que le grand patron américain de la multinationale avait été informé de l'arrêt de travail (l'inverse aurait d'ailleurs été anormal) et d'ajouter qu'il n'avait pas aimé ça...

Du coup, l'usine-modèle de Boisbriand devenait la bête noire et on ne s'empêchait pas de brandir le spectre d'une fermeture permanente de l'usine si de tels gestes se reproduisaient.

Avant que nous ne sortions trop de la récession, comme c'est prévu en 1995, GM Canada vient d'envoyer un double message à tous ses employés en vue du renouvellement des conventions de travail. Vous êtes heureux, compris là ? Pensez à ceux qui grelottent de l'autre côté de la clôture !

Gageons que nous ne reverrons plus les messages télévisés de Saturn où un employé est gratifié pour avoir arrêté la chaîne de montage au profit de la qualité d'assemblage ?

Ce lundi matin de janvier, la presse du pays tout entier, engourdie par le froid et ankylosée par les agapes des Fêtes, est montée légèrement dans le coffre d'un Camaro sans réaliser qu'on lui « payait un tour de valise ».

René ARSENAULT-ARBOUR
Laval



L'EXPRESS INTERNATIONAL

ALGÉRIE

La violence continue

La violence a continué hier en Algérie : tandis qu'un 26e Français était assassiné dans la capitale, trois douaniers étaient tués à l'est d'Alger, et le Groupe islamique armé menaçait de mort les journalistes de la radio-télévision nationale. Le nouvel attentat anti-français visant un commerçant juif, Joseph Charles Belaïche, 55 ans, a été condamné par le quai d'Orsay, qui a demandé au gouvernement algérien de lui apporter tous les éléments en sa possession concernant ce drame et redemandé aux Français de quitter l'Algérie. Peu après, trois douaniers étaient tués à Tidjelabine, à l'est d'Alger, lors d'un attentat attribué par les autorités aux islamistes armés. Et le GIA, dans un texte publié par le quotidien libanais *Al-Hayat*, accusait les journalistes de déformer les faits en profit des autorités et de couvrir « les crimes du régime ».

d'après AP

SALVADOR

L'Église critique le plan économique

L'Église catholique a critiqué vivement hier un plan économique agressif et controversé que veut appliquer le gouvernement du Salvador, en estimant que les « plus faibles » portent sur leurs épaules les coûts sociaux de ces mesures. « Nous élevons la voix pour demander le respect de la dignité humaine », s'est exclamé l'évêque de San Salvador, Mgr Gregorio Rosa Chavez, dans son sermon dominical où il a averti le gouvernement du président Armando Calderon Sol que « la plus grande richesse d'un pays sont ses habitants » et qu'« on doit donc donner priorité à la politique sociale ». Le plan comporte une hausse de 10 à 12 p. cent de la taxe à la valeur ajoutée, la privation des services de l'eau, de l'énergie et du téléphone, la fixation du taux de change, et l'élimination progressive des droits de douane.

d'après AFP

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Un « certain progrès »

Un « certain progrès » a été obtenu hier aux négociations entre responsables serbes et bosniaques à l'aéroport de Sarajevo, a affirmé le chef du « parlement » des Serbes de Bosnie, Momcilo Krajisnik, dans une déclaration à l'agence Srna reçue à Belgrade. Ces négociations ont porté sur le déblocage des routes de l'aéroport, les échanges de prisonniers, l'évacuation des blessés et malades de l'enclave musulmane assiégée de Gorazde, et la liberté de mouvement des civils, selon l'agence serbe bosniaque. A Sarajevo, l'ONU a fait savoir que la réunion des responsables serbes et bosniaques n'avait pas abouti au déblocage espéré des routes de l'aéroport, dont l'une relie la capitale bosniaque au monde extérieur et l'autre deux faubourgs sous contrôle serbe.

d'après AFP

ITALIE

Berlusconi: des élections

L'ancien premier ministre Silvio Berlusconi a déclaré hier que le nouveau chef du gouvernement, Lamberto Dini, doit faire « une déclaration sans équivoque » sur son engagement à conduire le pays vers des élections générales avant la fin du printemps. Au cours d'une déclaration à la télévision publique RAI, Berlusconi a affirmé qu'il « a envie de voter pour le nouveau gouvernement » qui demandera mercredi la confiance au Parlement, afin « qu'il puisse exercer ses compétences de gouvernement de techniciens et de transition en attendant les élections ». Berlusconi a répété qu'il « n'a pas l'obsession d'une date » pour des élections, mais que celle-ci doit être fixée en accord avec le programme limité pour lequel le nouveau gouvernement Dini a reçu un mandat. « Cette date devra, en conséquence, intervenir avant la fin du printemps », a-t-il assuré.

d'après AFP

GRÈCE

Violents incidents

De violents incidents ont éclaté hier entre forces de l'ordre et partisans d'un évêque dissident à l'issue d'une messe dominicale célébrée par le nouveau titulaire de l'évêché à Larissa, 4e ville de Grèce. Les heurts ont éclaté après que les centaines de manifestants, massés devant l'église, eurent tenté de se jeter sur le nouvel évêque, Mgr Ignatios, à sa sortie de la messe. Larissa est le théâtre de tels affrontements sur fond de guerre d'usure menée par l'évêque rebelle Mgr Théologos contre son successeur, intronisé en juillet dernier. Mgr Théologos, déchu en 1974 pour avoir été nommé sous le régime des colonels, a toujours refusé de démissionner. Pour calmer les esprits, Mgr Ignatios s'est abstenu de s'installer à Larissa.

d'après AFP

L'Égypte brandit la menace d'une arme nucléaire arabe

La paix globale dans la région a préséance sur la non-prolifération, répond Israël

d'après AFP

LE CAIRE

L'Égypte a brandi hier la menace d'une arme nucléaire arabe, alors qu'Israël réitérait son refus de signer le TNP (Traité de non-prolifération nucléaire).

« Toute action suscite une réaction. Si Israël continuait à avoir la capacité d'utiliser des armes nucléaires, cela amènerait d'autres à oeuvrer pour posséder les mêmes capacités », a déclaré Oussama al-Baz, conseiller politique du président Hosni Moubarak, à l'issue d'un entretien avec le vice-ministre israélien des Affaires étrangères, Yossi Beilin.

Demander à Israël de s'engager sur le TNP est « une mauvaise requête », a répondu Beilin, venu au Caire pour une réunion du Comité de suivi des négociations multilatérales de paix, mais aussi pour tenter de régler le différend sur le TNP.

« Nous ne signerons pas le TNP. Nous devons d'abord obtenir une paix globale dans notre partie du monde, puis travailler à une zone libre d'armes

nucléaires et alors nous joindrons le TNP », a dit Beilin.

Selon lui, « La question n'est pas de signer, nous savons tous ce qui est arrivé en Irak ou en Iran, qui ont signé le TNP mais ne l'ont pas respecté ».

La veille déjà, l'Égypte et les États-Unis avaient affiché leurs divergences sur la prorogation du TNP, à l'occasion d'une visite au Caire du secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, Robert Pelletreau.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères Amr Moussa avait en effet réaffirmé, à l'issue d'un entretien avec le responsable américain, que son pays liait son engagement à proroger le TNP à un engagement israélien d'y adhérer.

« J'ai informé Pelletreau que la position de l'Égypte demeurerait inchangée tant qu'il n'y aurait pas une modification dans l'attitude israélienne », avait déclaré Moussa.

Il répliquait à Pelletreau, qui venait de rappeler que les États-Unis désapprouvaient la position de l'Égypte à ce sujet. « Nous estimons que tous les

pays doivent adhérer au TNP et à sa prorogation » afin de « garantir la sécurité et la stabilité dans le monde entier », avait dit le représentant américain.

Le quotidien gouvernemental *Al-Akhbar* critiquait hier les propos de Pelletreau, qui traduit selon lui « la partialité des États-Unis » en faveur d'Israël.

« L'administration américaine doit réaliser qu'il est difficile aujourd'hui de convaincre l'opinion publique égyptienne et arabe d'un quelconque compromis à ce sujet », écrivait le journal.

« La solution de ce problème passe par l'abandon par Israël de son complexe de supériorité et son hostilité à la paix », a estimé *Al-Akhbar*, regrettant que l'État hébreu soit conforté dans son refus par un « appui américain sans faille ».

« La seule justification au refus d'Israël d'adhérer au TNP c'est qu'il ne croit pas à la paix », a encore estimé le journal, selon lequel Israël « doit faire preuve de sa bonne volonté et de son désir réel d'instaurer la stabilité au Proche-Orient en renonçant à avoir une position de supériorité ».



Sierra Leone: sept autres étrangers disparus

d'après AFP

FREETOWN

L'armée sierra-léonaise poursuivait hier ses recherches en vue de retrouver la trace des sept Européens dont l'enlèvement, les 18 et 20 janvier, a été attribué par les autorités aux rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF), en lutte depuis près de quatre ans contre le régime militaire.

Au total 11 étrangers (six Britanniques, deux Suisses, un Russe, un Allemand et un Australo-suisse) ont disparu depuis mai 1994 en Sierra Leone. Le RUF n'a officiellement revendiqué la prise en otage que de deux des Britanniques et du Russe.

Lors de divers contacts radio au cours des deux derniers mois avec la mission diplomatique de Grande-Bretagne à Freetown, le chef du RUF, le capitaine Foday Sankoh, a successivement réclamé la livraison d'armes, de munitions et de médicaments ainsi que le retrait du pays de « toutes les troupes étrangères » en échange de la libération de ses prisonniers.

Un millier de soldats guinéens combattent la rébellion aux côtés des forces gouvernementales également appuyées ponctuellement par des avions de guerre de l'armée nigérienne.

Le commandant Sheku Kandeh, du ministère de la Défense, a révélé hier que des accrochages sporadiques continuaient d'être signalés entre l'armée et des rebelles dans la région de Mankanji Hills, à 100 km au sud-est de Freetown, où sept des Européens, employés de deux sociétés minières, étaient enlevés pendant la semaine.

Il a indiqué que quatre soldats avaient été tués et affirmé que le RUF avait subi de « lourdes pertes ». Plusieurs concentrations de forces rebelles sont « encerclées », a-t-il ajouté.

Concernant les étrangers kidnappés, le commandant Kandeh a indiqué que des « pisteurs locaux » avaient été réquisitionnés par l'armée pour tenter de retrouver leur trace.

A Freetown, 50 employés étrangers, européens et malaisiens, de la mine de rutile (oxyde de titane) australo-américaine Sierra Rutile, l'un des deux sites attaqués, devaient quitter le pays hier à destination de Bruxelles.

Les expatriés de la seconde mine visée, la Sierra Leone Ore and Mine Company (SIEROMCO, à capital suisse), étaient toujours, eux, hébergés dans un hôtel de la capitale.



PHOTO AP

Pérou : Susana Higuchi persiste

Mme Susana Higuchi, épouse séparée du président péruvien Alberto Fujimori, est sortie hier de la clinique où elle avait été admise après une grève de la faim, en déclarant qu'elle poursuivait « la lutte pour la démocratie ». Mme Higuchi, accompagnée sur la photo de sa fille aînée Keiko Sofia, venue de Boston où elle poursuit ses études, a quitté la clinique dans le quartier de San Borja, à Lima, au milieu d'une nuée de journalistes. Interrogée sur la décision de la Commission nationale électorale (JNE) de refuser l'inscription de sa liste parlementaire, Armonia-Fremopol, aux prochaines élections, elle a estimé que c'était « injuste ». Devant la décision de la JNE, Mme Higuchi avait entamé mardi une grève de la faim devant la porte du bureau de cette institution. L'ex-première dame avait quitté le Palais du gouvernement en août en dénonçant une loi promulguée par son mari interdisant aux épouses des élus d'être candidates à la présidence ou au parlement.

► REPÈRES □ Tchétchénie

Bonn hausse le ton à l'égard de Moscou

d'après AFP

BERNE

L'Allemagne a réclamé hier de la Russie l'arrêt de la guerre et une solution négociée en Tchétchénie, mais a exclu des sanctions contre Moscou, a déclaré le chef de la diplomatie de Bonn, Klaus Kinkel, à l'issue d'entretiens avec son homologue russe Andrei Kozyrev, à Berne.

Kozyrev a pour sa part annoncé, dans une conférence de presse conjointe, le début d'un vaste dialogue avec toutes les forces représentatives tchétchènes (religieuses orthodoxes et musulmans, administrateurs et chefs de clan) dans le cadre constitutionnel russe, ce qui exclut donc l'indépendance tchétchène.

Samedi à Genève, il avait dit, après une rencontre avec le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, que Moscou accepterait l'aide de l'ONU pour promouvoir la démocratie en Tchétchénie.

Soulignant la « très grande préoccupation » de l'Allema-

gne sur la manière dont la Russie mène les combats, Kinkel a déclaré qu'il avait demandé à Moscou « d'arrêter le bain de sang » et d'oeuvrer à une solution politique négociée qui permette « l'autonomie » de la république sécessionniste.

Quand une situation normale aura été rétablie, a ajouté Kozyrev, « des élections libres auront lieu où la population tchétchène pourra s'exprimer sur son destin dans le cadre de la constitution de la Fédération de Russie ».

Bonn avait multiplié les pressions sur Moscou. Le chancelier Helmut Kohl s'en était entretenu par téléphone avec le président Boris Eltsine, et les députés avaient adopté à l'unanimité une motion demandant la fin immédiate et sans condition des hostilités en Tchétchénie.

Bonn haussait hier le ton en faisant savoir au général Pavel Gratchev, ministre russe de la Défense qui devait effectuer une visite à Munich en février, qu'il était indésirable en Allemagne.

« Je ne compte pas que le ministre russe de la Défense se rende en Allemagne comme prévu dans le cadre du Forum sur la sécurité en Europe organisé à Munich », déclarait le ministre allemand de la Défense, Volker Ruehe, dans une interview au quotidien *Bild Zeitung* à paraître aujourd'hui.

À Moscou, ultra-libéraux et communistes se sont paradoxalement rejoints ce week-end pour dénoncer d'une même voix l'intervention russe en Tchétchénie.

Dans son allocution à l'ouverture du 3e congrès du PC de Russie (PCR), samedi, le président du comité exécutif du parti, Guennadi Ziouganov, a qualifié de « génocide » l'opération militaire dans la république indépendante, et réclamé la démission d'Eltsine.

Dans son « nouveau programme » adopté à la quasi unanimité hier, le PCR, 3e force politique de la Douma, la Chambre basse, a estimé que « l'actuel régime tente de ramener les peuples de la mère Patrie à l'époque du

barbarisme et du capitalisme primaire ».

Sur la grande place Loubianka, en face de l'ex-KGB, un millier d'opposants, pour la plupart d'obédience démocrate, ont manifesté entretemps dans le calme contre les choix militaires du Kremlin.

Mères de soldats, jeunes et anciens, religieux et officiers tous opposés à l'intervention, ont écouté, recueillis, la lecture des noms de dizaines de soldats tombés en Tchétchénie ces dernières semaines, égrenée par un haut-parleur sur fond de musique funèbre, au milieu des drapeaux blanc-bleu-rouge de la Russie.

« Aujourd'hui comme il y a 15 ans (lors de la guerre afghane), par la décision d'un petit groupe d'hommes, nos fils paient de leur vie », a lancé du haut d'une tribune improvisée l'ancien premier ministre ultra-libéral Egor Gaidar, chef de file de l'opposition à l'intervention en Tchétchénie depuis son lancement le 11 décembre dernier.

« Non à l'intervention », « Grozny, excuse-nous, nous

sommes pires que les nazis », « Négocier, pas tuer », pouvaient-on voir écrit sur des banderoles.

Des mères, bougies à la main, sanglotaient dans le froid pendant une messe dite à la mémoire des soldats, suivie d'une oraison funèbre dite en arabe par un Tchétchène.

Quelque 2000 communistes, notamment les « ultras » du mouvement « Russie de Travail » de Viktor Anpilov, s'étaient rassemblés plus tôt dans la journée sur la place du Théâtre, en face du Bolchoï, au milieu de l'habituel forêt de drapeaux rouges marqués de la faucille et du marteau, pour commémorer le 71e anniversaire de la mort de Lénine.

« Nous voulons en Tchétchénie la défaite du pouvoir fédéral », a déclaré Viktor Anpilov, qui avait participé à l'insurrection parlementaire d'octobre 1993 à Moscou. Boris Gounko, chef du Parti communiste ouvrier de Russie (RKRP), a réclamé pendant la manifestation « le retour du pouvoir soviétique ».

SCIENCES

Et si un séisme de force 7 frappait Montréal?

CAROLE THIBAUDEAU

■ Pourrait-on imaginer, le long du fleuve Saint-Laurent, des tremblements de terre aussi dévastateurs que ceux qui ont secoué le Japon la semaine dernière, d'une magnitude au-delà de 7 à l'échelle Richter?

C'est toujours possible, si une secousse a lieu à un endroit densément peuplé, répondent à cela les experts.

Selon Anne Stevens, de la Commission géologique du Canada, à partir d'une magnitude de 5,5, un séisme peut causer des dommages locaux significatifs. « Mais construire selon des normes parasismiques peut minimiser les dommages, même à une magnitude de 7 ou de 8 sur l'échelle Richter. »

Une chose cependant demeure certaine, ici comme au Japon, un séisme arrive toujours à l'improviste. Impossible d'en prévoir le lieu et l'heure, ni même le mois ou l'année.

« Le Saint-Laurent occupe un environnement géologique très différent du Japon, explique Reynald Du Berger, sismologue à l'Université du Québec à Chicoutimi. Nous sommes au milieu d'une plaque continentale, alors que le Japon est à la frontière entre deux plaques. Les secousses sont moins violentes ici, mais nous sommes tout de même dans une situation sérieuse. »

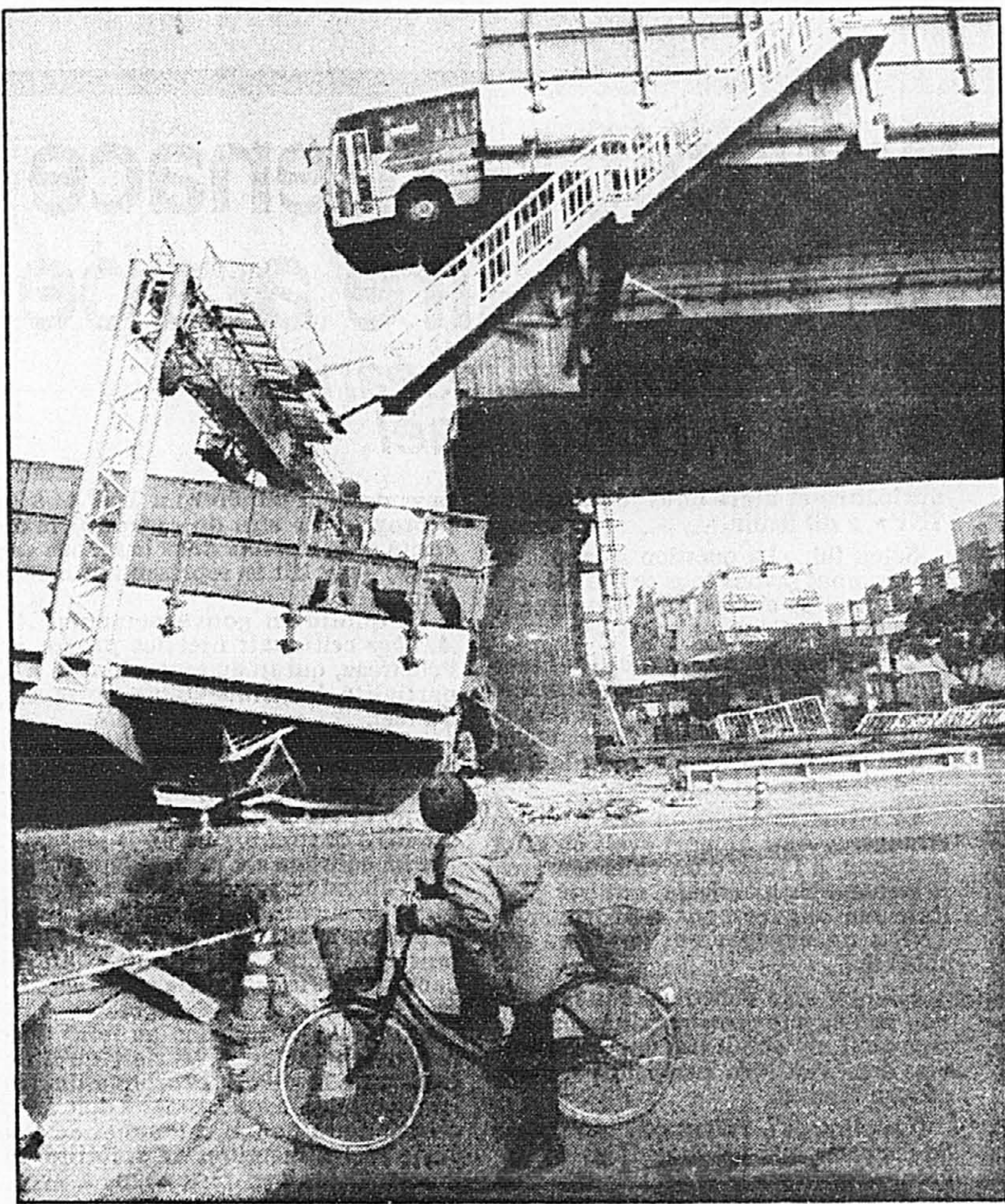
Le Canada occupe la plaque continentale de l'Amérique du Nord, qui subit des pressions de part et d'autre, comme prise dans un étau entre l'Atlantique et le Pacifique. Les contraintes s'accumulent donc dans la croûte, *ad mare usque ad mare*, et parfois la pression se relâche en secousses, là où la plaque présente des faiblesses, un peu comme une planche cède là où il y a un noeud.

Où se trouvent les faiblesses? « Elles sont difficiles à détecter, affirme Anne Stevens, alors les causes des tremblements de terre, presque partout aux États-Unis et au Canada, demeurent inconnues. » Il reste que, ironie de la géologie, c'est au Québec qu'on trouve les failles canadiennes les plus évidentes, dans la vallée du Saint-Laurent.

La région de Charlevoix est la plus active d'Amérique du Nord en terme de tremblements de terre. « En moyenne plus d'une secousse par jour, affirme le sismologue Reynald Du Berger, de l'Université du Québec à Chicoutimi. La plupart des secousses ne dépassent pas la magnitude 1 à l'échelle Richter. Elles ne sont pas ressenties par la population. Par ailleurs, on ressent une bonne douzaine de tremblements de terre par année. »

Un des éléments expliquant la fragilité de ce terrain est la chute, il y a 350 millions d'années en Charlevoix, d'un gigantesque météorite qui a fracturé l'écorce terrestre.

Par ailleurs, le Saint-Laurent s'est formé alors que la plaque était dans un mouvement d'expansion suffisant pour déchirer le continent. « Il est possible que ces failles



Ce cycliste de Kobe semblait se demander, la semaine dernière, comment ce poids-lourd avait réussi à échapper à la loi universelle de la gravité.

PHOTO AP

soient réactivées par le régime de compression actuel», dit M. Du Berger.

Les séismes importants

Des séismes de magnitude supérieure à 5 ont été ressentis dans toutes les provinces et les territoires canadiens, sans exception.

« On insiste souvent sur l'importance du péril sismique en Colombie-Britannique, mais l'histoire de l'Est du pays révèle qu'il y a eu des tremblements de terre sérieux depuis les années 1600 », argue Mme Stevens. Voici les plus importants :

5 février 1663 : un fort tremblement de terre est ressenti dans l'Est du Canada et le Nord-Est des États-Unis. Une secousse majeure et de nombreux tremblements subséquents sont rapportés dans des écrits abondants faits à Montréal, Boston, Québec, Tadoussac. Les géologues croient que l'épi-

centre se situait dans la région de Charlevoix-Kamouraska.

Les Jésuites de l'époque, ainsi que Marie de l'Incarnation, relatent que personne n'a été tué ni blessé, qu'on déplore seulement, avec un certain amusement, le bris de quelques cheminées... car « les maisons ici sont en bois », expliquait la religieuse.

Autre séisme majeur le matin du 16 septembre 1732, probablement d'intensité 7 ou 8, et qui a fait un mort et plusieurs blessés. L'ingénieur en chef de Nouvelle-France, Chossegros de Léry, décrit les dommages aux maisons et aux murs de la ville de Montréal. Trois édifices de pierre ont dû être réparés. Ce tremblement de terre a toutefois été moins dévastateur que les incendies de 1695, de 1721 et de 1734.

En décembre 1810 et en janvier 1811, deux secousses sismiques de magnitude su-

périeure à 8 secouent la région de New Madrid, dans le Missouri, laquelle se compare à celle du Saint-Laurent sur le plan des contraintes subies par la croûte. Une des secousses fait sortir le Mississippi de son lit en une énorme vague, pour former en quelques minutes le Reel Foot Lake, à un endroit complètement sec auparavant.

En 1929, un raz-de-marée provenant des Grands-Bancs, au large de Terre-Neuve, a causé 27 morts et des dommages élevés.

Enfin, le tremblement de terre du Saguenay, en novembre 1988, a fait des dizaines de millions de dollars de dommages. Cet événement a incité la Commission géologique du Canada à moderniser son réseau sismographique.

Stations de surveillance

Depuis les années 70, on avait un réseau de stations dans les régions densément peuplées ou qui avaient déjà subi des séismes. Ce réseau permettait de déterminer rapidement le lieu et l'importance d'une secousse sismique dans ces régions.

À la suite du séisme du Saguenay de 1988, la Commission a décidé de doter chaque poste de la capacité de communiquer directement (souvent par satellite) et d'analyser immédiatement les données de façon automatisée.

Une centaine de stations automatisées se répartissent maintenant la tâche de surveiller les soubresauts de la croûte terrestre.

« Un sismologue d'expérience peut même dire de quelle région viennent les secousses extérieures au pays, soutient M. Du Berger. Les régions ont des patrons de tracés sismographiques, sortes de signatures propres à telle ou telle faille. »

Et la Métropolitaine?

Au chapitre des constructions montréalaises, M. René Tinawi, professeur en génie civil à l'École Polytechnique de Montréal, en a assez de se faire demander, à chaque fois que la terre tremble quelque part dans le monde, si l'autoroute Métropolitaine résisterait aux mêmes secousses.

« C'est impossible de répondre à une question de ce genre, a fortiori lorsqu'on n'a pas vu les plans de la structure! Tout ce qu'on peut dire, c'est que les normes du bâtiment ont été revues il y a dix-quinze ans, et que les édifices construits après cette période rencontrent les critères parasismiques. »

Ces critères, qui visent essentiellement à sauver les vies humaines, consistent à poser les fondations sur le roc, à construire des formes régulières en masses et en volume, des formes symétriques. L'édifice Ville-Marie et la Place Victoria sont des exemples classiques de cette symétrie.

Le béton armé, avec davantage d'armature qu'il y a 20 ans, ainsi que l'acier, sont de bons matériaux, encore que le dernier séisme de Los Angeles ait révélé des ruptures des soudures d'acier. « C'est un point qui va faire l'objet d'études puis de normes plus sévères », explique M. Tinawi.

Calendrier des navettes pour 1995

EMMANUEL SEROT
Agence France-Presse
WASHINGTON

■ Trois des huit vols de navettes spatiales américaines prévus cette année seront consacrés à la coopération spatiale avec la Russie, et la Nasa doit lancer en 1995 dix femmes et 38 hommes, dont trois Russes.

Le 2 février prochain, la navette Discovery et six membres d'équipage (4 Américains, 1 Anglais, 1 Russe) doivent effectuer un vol de huit jours et procéder à d'innombrables manœuvres d'approche de la station Mir pour se positionner à une dizaine de mètres du vaisseau russe, de façon à tester les procédures de « rendez-vous » spatial qui seront utilisées lors de vols futurs, en juin et en octobre.

Le 2 mars, c'est au tour de Endeavour et de ses sept membres d'équipage de s'envoler pour une mission de quatorze jours au moins, destinée notamment à un travail d'astronomie réalisé grâce à des télescopes installés dans les soutes de la navette.

La coopération spatiale américano-russe doit prendre toute sa mesure au printemps, avec le lancement, prévu le 8 juin, de la navette Atlantis, qui doit effectuer un « rendez-vous » avec Mir et procéder à un échange d'équipages pour le vaisseau spatial russe.

La navette emportera notamment à son bord l'astronaute américaine Bonnie Dunbar et deux cosmonautes russes qui devront s'installer à bord de Mir et remplacer un équipage au sein duquel figurera un Américain, Norman Thagard. Celui-ci, parti dans l'espace le 15 mars prochain depuis la Russie, aura passé trois mois à bord de Mir.

Fin juin ou début juillet — la Nasa n'a pas encore arrêté définitivement son programme — Discovery, équipée d'un nouveau type de turbo-pompe sur l'un des moteurs, doit accomplir un vol de huit jours et lancer notamment un satellite.

Le 20 juillet, ce sera au tour d'Endeavour et de ses cinq membres d'équipage de s'élancer pour une mission de onze jours, au cours de laquelle est prévue une sortie dans l'espace et le déploiement d'un satellite Wake Shield Facility.

Le 21 septembre, Columbia sera équipée de nouvelles turbo-pompes sur ses trois moteurs et doit accomplir une mission scientifique de 16 jours, avec sept astronautes à bord.

Le troisième vol de l'année consacré à la coopération avec les Russes est fixé pour la fin octobre. Atlantis doit de nouveau s'arrimer à Mir, munie cette fois-ci d'un matériel définitif pour permettre ce type d'appointage.

Le 30 novembre, Atlantis doit enfin, au cours d'une mission de dix jours, récupérer un satellite qui aura été précédemment lancé par une fusée japonaise.

Cette année charnière intervient à un moment où, sous la pression du Congrès, se poursuit la diminution du budget de la Nasa, qui, depuis 1992, a baissé de un milliard de dollars et s'est concrétisée par l'abandon de projets et le départ de 6000 employés.

Des continents qui bougent

■ C'est dans les années 60 que la tectonique des plaques a commencé à gagner lentement ses galons comme théorie. Ayant pour but d'expliquer les mouvements des plaques continentales, la théorie est maintenant acceptée.

Suivant cette théorie, le Japon se trouve à l'extrémité de la plaque tectonique eurasiennne, sous laquelle glisse, comme un tapis roulant, la plaque du Pacifique.

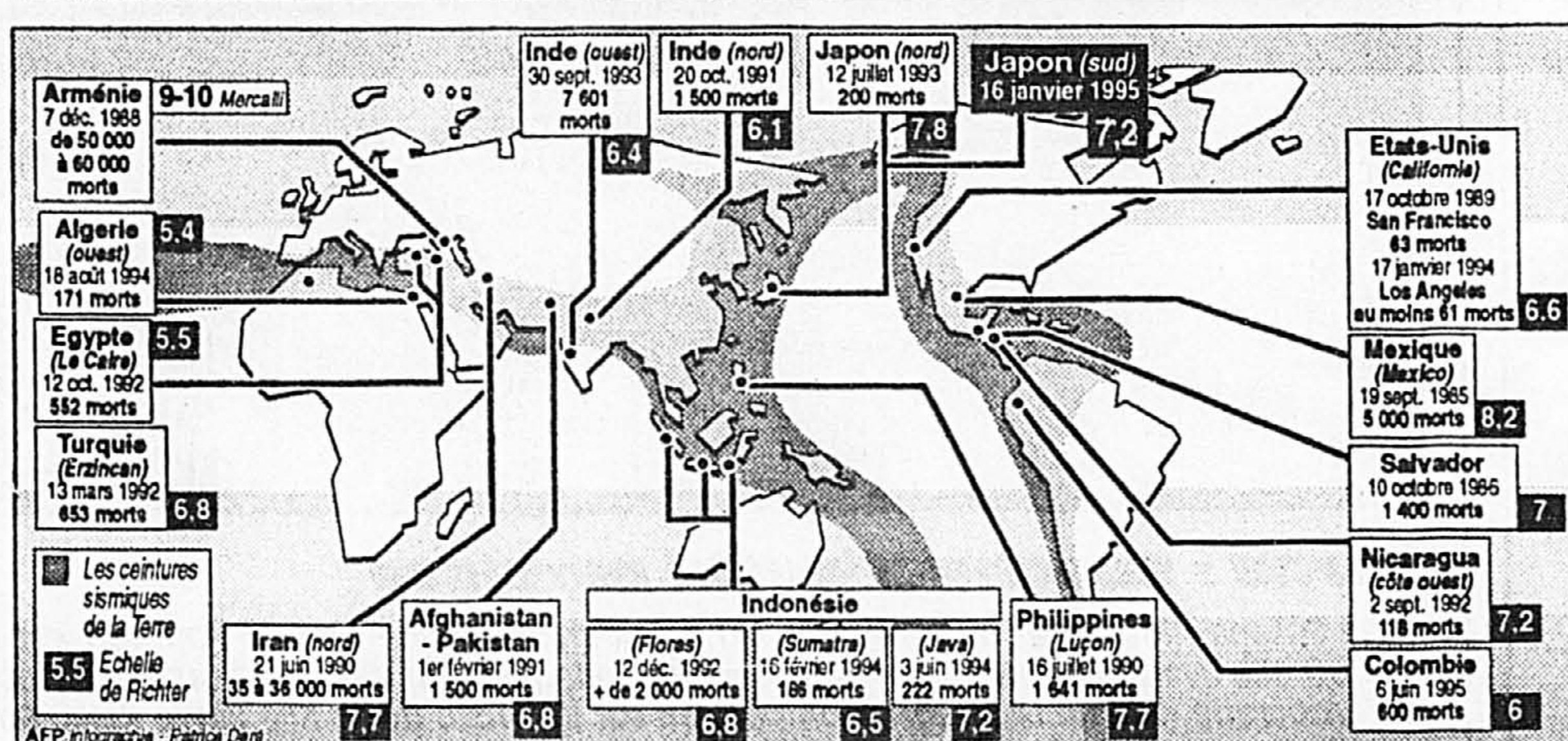
Ce phénomène de glissement d'une plaque sous une autre, nommé subduction, se produit partout le long de la « ceinture circumpacifique », laquelle passe non seulement par le Japon mais par les Philippines, les Aléoutiennes, Fidji, la Nouvelle-Zélande et même l'Amérique du Sud. « C'est le long de cette ceinture que se

produisent 90 p. cent des mouvements de la croûte du globe », affirme Reynald Du Berger.

Le même phénomène de subduction a lieu sur la côte Ouest du Canada, où la plaque du Pacifique glisse sous la plaque de l'Amérique du Nord, de même qu'en Bolivie, au Chili et au Pérou, où la plaque Nazca glisse sous celle de l'Amérique du Sud.

La vallée du Saint-Laurent, pour sa part, se trouve pratiquement au centre de la plaque de l'Amérique du Nord. Comprime à l'Ouest par la plaque du Pacifique, notre continent l'est à l'Est par la création continue d'une nouvelle écorce terrestre, à la « dorsale médio-atlantique », lieu d'éruptions sans fin.

LES GRANDS SEISMES DEPUIS DIX ANS



AFP-Infographie - Patrick Davis

Si j'avais
les ailes d'un
ange,
je partirais pour...

LA RÉGION DE QUÉBEC
Une Histoire d'amourTourisme
Québec

Bonjour!

Office du tourisme et des congrès
de la Communauté urbaine de Québec

Bell

IGA

le Carnaval de Québec

Sondage Gallup

57 p. cent des Canadiens approuvent la façon dont Chrétien gouverne le pays

■ La proportion des Canadiens qui approuvent la manière dont Jean Chrétien exerce ses fonctions de premier ministre est tombée à 57 p. cent, alors qu'elle était de 62 p. cent en décembre. C'est ce qu'indiquent les résultats d'un sondage effectué récemment par l'Institut Gallup.

Cette diminution, qui laisse le taux d'approbation de la performance de M. Chrétien à un niveau similaire à ce qu'il était en août dernier, survient un mois après une diminution similaire de l'appui donné au Parti libéral fédéral. Cet appui est tombé en effet de 63 p. cent à 57 p. cent en décembre et à 58 p. cent ce mois-ci. Il est possible

que les niveaux élevés d'appui donnés aux libéraux et à Jean Chrétien ces derniers mois représentaient un sommet. Le dépôt d'un budget fédéral très rigoureux à la fin de février, qui devrait s'accompagner de coupes sombres dans les dépenses et d'augmentation possible des impôts, les libéraux et Jean Chrétien ont certainement à cœur de maintenir leurs niveaux récents de popularité auprès des Canadiens.

Vingt quatre p. cent des Canadiens désapprouvent la façon dont Jean Chrétien accomplit sa tâche de premier ministre, en comparaison de 18 p. cent le mois dernier. Dix-neuf p. cent des personnes interrogées n'ont

pas d'opinion sur la question.

On constate les mêmes grandes tendances dans les différentes régions que l'année dernière. Ainsi, le premier ministre Chrétien recueille l'approbation d'une solide majorité des résidents dans chaque région hormis le Québec, tandis que les résidents du Québec sont un peu plus nombreux à approuver la façon dont il accomplit sa tâche qu'à la désapprouver.

Le taux d'approbation dont jouit le premier ministre va d'un sommet de 67 p. cent en Ontario à 61 p. cent dans les provinces de l'Atlantique, à 60 p. cent dans les Prairies, 56 p. cent en Colombie-Britannique et à seulement 41 p. cent au Québec, où 37 p. cent

des répondants disent désapprouver la façon dont M. Chrétien s'acquitte de ses fonctions de premier ministre.

Les divergences d'opinion sont peu marquées entre les répondants des différents groupes d'âge, ou niveaux de scolarité. Ainsi, 66 p. cent des Canadiens ayant fait des études universitaires approuvent la façon dont M. Chrétien s'acquitte de sa tâche de premier ministre par rapport à 54 p. cent chez les répondants dont la scolarité est moins élevée. Pareillement, 69 p. cent des répondants gagnant 70 000 \$ ou plus par an approuvent la performance du premier ministre, par rapport à 56 p. cent de ceux qui ont un revenu moins élevé.

Autre caractéristique constante : les anglophones approuvent dans une proportion de 64 p. cent la façon dont M. Chrétien exerce ses fonctions de premier ministre, tandis que la proportion est de 61 p. cent chez les allophones et de 40 p. cent chez les francophones.

Les résultats de ce sondage sont fondés sur des entrevues téléphoniques faites auprès de 1 003 Canadiens.

Un échantillon de cette taille comporte une marge d'erreur de 3,1 p. cent, 19 fois sur 20. Au Québec, 268 entrevues seulement ont été faites et la marge d'erreur se trouve portée à six p. cent, 19 fois sur 20.

Nos sportives ne font jamais la grève



CRONOS DX 1995
17 495\$*
F4D555AA00

PROTEGE S 1995
12 995\$*
B4DP55AA00

MX3 PRECIDA RS 1995

14 995\$*
J3BL55AA00

Elles ne font pas la grève... et n'exigent pas de petite fortune non plus. Surtout pas en ce moment ! En fait, à ces prix-là, presque tout le monde peut s'en payer une. Venez vite en faire l'essai !

LOCATION
Personnalisez
MAZDA

ET OBTENEZ JUSQU'À 5 000 \$ EN MOINS SUR LE P.D.S.M. DE NOS MODÈLES 1994 EN STOCK.**

Les concessionnaires



On se conduit bien

* Ces offres s'adressent aux particuliers et ne peuvent être combinées à aucune autre offre ; elles ne sont applicables qu'aux modèles en stock. Transport, préparation, immatriculation, assurances et taxes en sus. Voyez votre concessionnaire pour connaître les détails et conditions. Le concessionnaire participant peut vendre moins cher. Ces offres prennent fin le 2 février 1995. ** P.D.S.M. : prix de détail suggéré du manufacturier. Les véhicules peuvent différer de ceux illustrés ici.

Québec du 2 au 12 février 1995

Pour Que La Fête Continue... Pas d'Alcool Au Volant !

SRC

INFO • CARNAVAL
Bell
Appels locaux
(418) 621-5555
Partout ailleurs
1 800 621-5501

CONCOURS

Si j'avais les ailes d'un ange, CKOI que j'ferais ?

TIRAGE FORFAIT CARNAVAL

Écoutez CKOI-FM, du 23 au 27 janvier et trouvez une façon originale de compléter l'extrait de la chanson de Robert Charlebois « Si j'avais les ailes d'un ange » qui vous sera proposé.

Envoyez votre coupon dûment rempli à CKOI, C.P. 969, Montréal, H4G 3M1 ou par télécopieur : (514) 766-2474 et courez la chance de gagner l'un des 5 forfaits Carnaval de 2 jours dans la région de Québec. Écoutez CKOI, la semaine prochaine à 7 h 43, pour connaître les gagnants.

Réponse:

Nom:

Adresse:

Tél.: Rés.: () Bur.: ()

J'accepte de recevoir de l'information sur la région de Québec.

Signature:

CKOI
96.9 FM
La Presse

Ce concours est ouvert aux 18 ans et plus. Pour connaître les dates d'utilisation des forfaits et tous les détails, consultez les règlements disponibles sur demande à la station CKOI-FM.

Quoi faire

CETTE SEMAINE

Adressez vos lettres à
Rubrique Quoi faire
La Presse
7, rue St-Jacques
Montréal H2Y 1K9

► Conférences

● **Poésie et peinture chez Saint-Denis-Garneau**, avec Louise Gérin Duffy, professeur de français et littérature, le mardi 24 janvier à 14 h au Complexe Guy-Favreau, salle Des Saules. Organisée par la Société d'études et de conférences. Entrée, 8 \$. Rens. : 252-3187.

● **La femme au temps des cathédrales**, conférence-diaporama sur la situation de la femme à la fin du Moyen-Âge, le mardi 24 janvier à 19 h à la bibliothèque de l'Île-des-Moulins, Terrebonne. Entrée, 3 \$. Inscription obligatoire au 471-4192 poste 290.

● **Les droits des époux, l'absence de testament et le nouveau code civil**, avec Jean-François Dugas, le mardi 24 janvier à 19 h 30 à la bibliothèque publique de Pointe-Claire, 100 rue Douglas Shand. Entrée gratuite. Rens. : 630-1218.

● **Psychologie et alchimie**, avec Germain Beauchamp, psychoanalyste du Cercle Jung, le mardi 24 janvier à 19 h 30 au 4315 rue Rivard, métro Mont-Royal. Entrée 7 \$. Organisée par les Ateliers Vox Populi. Rens. : 522-0530.

● **Y aura-t-il encore des prêtres en l'an 2000 ?** A quelles conditions ? avec l'abbé Pierre Léger, curé de St-Hippolyte, le mardi 24 janvier à 19 h 30 à l'église St-Hippolyte, 1059 rue Tassé, Ville Saint-Laurent. Entrée gratuite. Organisée par le club des vocations Serra-Montréal. Rens. : 721-8793.

● **Medicaments utilisés dans le traitement de la maladie mentale**, avec Micheline Leblanc, infirmière en psychiatrie, le mardi 24 janvier à 19 h 30 au CLSC du Marigot, 1351 boul. des Laurentides, Laval. Organisée par l'Association lavalloise de parents pour le bien-être. Préparez vos questions. Entrée gratuite. Rens. : 661-0541.

● **Qu'est-ce que l'Ordre de la Rose-Croix ?** sujet de la conférence audiovisuelle le mardi 24 janvier à 19 h 30 au 5030 avenue Papineau. Organisée par l'Ordre de la RC, loge Atlas de Montréal. Entrée gratuite. Rens. : 529-9120.

● **En radeau sur les cimes de la forêt tropicale**, conférence avec Francis Halé, professeur de botanique tropicale à Montpellier, suivie de l'exploration de la forêt tropicale, le mercredi 25 janvier à 19 h au Biodôme, 4777 avenue Pierre-de-Coubertin, métro Viau. Dans le cadre des Nocturnes du Biodôme. Entrée, 5 \$. Réservez au 868-3000.

● **Gauguin et Modigliani : coup d'oeil sur deux peintres célèbres**, conférence-diapositive avec France Bourgeois, le mercredi 25 janvier à 19 h 30 à la bibliothèque municipale de Brossard, 3200 boul. Lapinière. Entrée gratuite. Rens. : 328-8585.

● **Nouvel oeil, nouvelle foi**, avec le père Irénée Beaubien, s.j. qui partagera ce souci que l'on doit avoir de toujours se laisser interpeller par des situations nouvelles et des besoins nouveaux, le mercredi 25 janvier à 19 h 30 à la maison Unitas, 1475 avenue des Pins Ouest. Entrée, 5 \$. Préférer de réserver au 849-2728.

● **De la sexualité à l'amour**, avec Placide Gaboury, le mercredi 25 janvier à 19 h 30 au Centre Castelnau, 7399 boul. Saint-Laurent, Montréal. Entrée, 10 \$. Rens. : 522-0530.

● **L'étude de l'Ego : la destruction des noeuds psychologiques**, avec Danielle Beaudoin, le mercredi 25 janvier à 19 h 30 au 4011 rue Parthenais. Organisée par l'Association gnostique d'études anthropologiques et culturelles. Gratuit. Rens. : 596-1201.

● **Apprendre à naviguer sur l'autoroute électronique**, avec Pierre Chicoine, le mercredi 25 janvier à 19 h 30 à la bibliothèque municipale de Brossard, 3200 boul. Lapinière. Entrée gratuite. Rens. : 923-7045.

● **De la sexualité à l'amour**, réflexion appuyée sur les grandes traditions spirituelles avec Placide Gaboury, le mercredi 25 janvier à 19 h 30 au centre Castelnau, 7399 boul. Saint-Laurent, métro Castelnau. Entrée, 10 \$. Rens. : 522-0530.

● **Découvrez le Maroc**, avec Paul Beauregard, le mercredi 25 janvier à 19 h 30 à la bibliothèque Alain-Grandbois, 4300 boul. Samson, à Chomedey. Entrée gratuite mais inscription au 662-4915.

● **Retour sur la collection du docteur Barnes**, avec Michel Brunette, le mercredi 25 janvier à 20 h à l'auditorium Saint-Albert-le-Grand les Dominicains, 2715 chemin de la Côte-Sainte-Catherine, métro U de M ou autobus 129. Organisée par l'Association culturelle T.X. Renaud. Entrée, 7 \$, 4 \$, 3 \$. Rens. : 332-4126.

► Aînés

● **Aînés - En cas d'abus ou de violence**. Le Centre québécois de consultation contre les mauvais traitements infligés aux aînés offre une ligne d'information sur les abus faits aux personnes âgées. On y offre un service d'information et de support pour venir en aide aux personnes âgées qui ont été violentées.

Ce service est parrainé par le CLSC René-Cassin. Le numéro de cette ligne est le 489-2287.

● **Jeux d'échecs**. Projet Changement, service aux personnes âgées, organise des parties d'échecs les mardis de 13 h à 16 h. On y donne aussi des cours d'échecs (gratuit).

Vous pouvez venir à Projet Changement pour la somme de 3,50 \$, ou vous arrêter en après-midi et prendre un café. Le local est au 4449 rue Berri, à deux pas du métro Mont-Royal. Rens. : 521-5145.

● **Chansons souvenirs**. Angeline Vigneault et Pierre-Paul Therrien, aujourd'hui à la retraite, offrent d'organiser des concerts dans les associations, maisons de retraites, petits foyers : Angeline interprète pour vous les plus belles chansons d'aujourd'hui, d'hier et d'avant-hier. C'est un service bénévole avec logiciel, appareil fourni. Rens. : 332-7557.

● **Séance d'information sur le choix d'une résidence**. Projet Changement vous invite à une séance d'information qui portera sur le changement en milieu de vie, avec Jim Doucet, psychologue, et Micheline Samson, le mardi 24 janvier à 13 h 30 au 4449 rue Berri. Gratuit. Rens. : 521-5145.

Sujet de la rencontre : En cas de nécessité, sur quel critère doit-on se baser pour faire le choix d'une résidence publique ou privée ? Quelles sont les démarches à suivre ?

► Santé

● **Acupuncture et herbes chinoises**. L'Association québécoise des amis de la sclérose en plaques tient une séance d'information sur l'acupuncture et les herbes chinoises, comme médecines alternatives, avec Marc St-Onge, spécialiste, le mercredi 25 janvier de 13 h 15 à 15 h 30 au 1012 avenue Mont-Royal Est, suite 104. Réservation obligatoire, au 523-0871.

● **Entraide - cancer**. La Société canadienne du cancer invite les personnes atteintes de cancer et leurs proches à une rencontre de groupe d'entraide le mercredi 25 janvier à 19 h 30 à la Maison de la société, 5151 boul. de l'Assomption. Sans frais. Confirmez votre présence au 255-5151 poste 48.

● **Myopie et astigmatisme**. L'Hôpital Maisonneuve-Rosemont tient une rencontre publique d'information pour expliquer le laser Excimer et son traitement pour éliminer lunettes et lentilles cornéennes dans le cas des personnes myopes et astigmates. Le mardi 24 janvier à 18 h 30 au 5689 boul. Rosemont, auditorium Raoul-Groulx du pavillon Rosemont. Rens. : 252-3400 poste 4912.

● **Bégués**. L'Association des bégués du Canada, groupe d'entraide qui aide à améliorer l'élocution, tient des rencontres tous les mercredis soirs à 19 h 30 à

l'hôpital Notre-Dame, pavillon Mailloux, salle de cours #1.

Pour recevoir plus d'information sur ce groupe d'entraide ou de la documentation sans frais, écrivez à : Association des bégués du Canada, 7801 rue Ste-Claire, Mtl. H11 1V8. Rens. : 353-1042.

● **Fumeurs**. Le Centre anti-tabagisme tient une soirée d'information et de motivations gratuites le lundi 23 janvier à 20 h à l'hôpital Charles-Lemoyne, 121 Taschereau, Greenfield Park, auditorium 1, 2et 3, 7e étage. Il n'est pas nécessaire de réserver. Rens. : 467-4353.

● **Parents et amis du malade mental**. L'Association québécoise des parents et amis du malade mental tient une rencontre sur « la surprotection et le rejet de l'enfant majeur atteint de maladie mentale et les effets sur le couple », avec Yolanda Sabetta, travailleuse sociale à Albert-Prévost. Le mardi 24 janvier à 20 h au pavillon Mailloux de l'hôpital Notre-Dame, rez-de-chaussée, salles 1 et 2. Entrée gratuite. Rens. : 524-7131.

● **Schizophrénie**. L'Association de parents de jeune adulte schizophrène invite les parents et membres de la famille à sa soirée d'information sur le thème « Comment gérer son stress », avec Christiane Jalbert, travailleuse sociale. Le mardi 24 janvier à 19 h 30 au centre hospitalier Louis-H. Lafontaine, 7401 rue Hochelaga. Rens. : 251-4000 poste 3400.

► Divers

● **Arbres fruitiers**. La Société d'horticulture et d'écologie de Laval présente une conférence sur les arbres fruitiers, avec Marc Piche, le mardi 24 janvier à 19 h 30 à la grande salle du Centre St-Joseph, 1450 Pie X, coin du Souvenir, à Chomedey. Entrée, 3 \$. Rens. : 667-4949.

● **Clinique juridique**. Le Carrefour popu-

laire Saint-Michel offre une clinique d'information juridique donnée par un ou une stagiaire en droit, par téléphone ou sur rendez-vous, les lundis de 9 h à 15 h au 7950, 2e Avenue. C'est gratuit. Rens. : 722-1211.

● **Diaporama sur les vivaces**. Les Amis du jardin botanique vous invite à un diaporama sur les vivaces préparé par Benoît Prieur, auteur de guides sur les plantes, le mercredi 25 janvier à 19 h 30 à l'auditorium du centre Pierre-Charbonneau, 3030 rue Viau. Coût : 10 \$. Dans le cadre des Mercredis des grands de l'horticulture au Québec. Rens. : 872-1493.

● **Locataires**. Le Comité logement de la Petite Patrie tient une rencontre d'information sur la hausse de loyer et les normes, le mercredi 25 janvier à 14 h au 6747 Saint-Denis, métro Beaubien. Gratuit. Rens. : 272-9006.

● **Retraite**. Le Centre Marie-Reparatrice vous invite à une retraite sur le thème « Vivre l'abandon à l'exemple de Thérèse de Lisieux », prêchée par le père André-Marie Syard, o.s.m., du 27 au 29 janvier au 1025 boul. Mont-Royal Ouest. Inscription, 20 \$. Rens. : 279-5619.

● **Recherche-action de l'équipe Jacques Grand-Maison**. Le Centre de ressourcement Laval vous invite à une série de cinq rencontres sur la recherche-action de l'équipe de Jacques Grand-Maison et de l'enquête dans les Bases-Laurentides sur le renouvellement des pratiques pastorales face aux nouveaux défis sociaux et ecclésiaux. Du 25 janvier au 22 février, de 19 h 30 à 21 h 30 au 7400 boul. Saint-Laurent, métro Castelnau. Coût : 10 \$ adultes, 5 \$ les 18-25 ans, la soirée. Rens. : 668-3670.

► Bénévoles

● **Autour de divertissements**. Animation recherche des bénévoles - hommes et femmes - avec des aptitudes d'ani-

mateur, de dessinateur, de maquilleur ou d'amuseur public, pour offrir des divertissements à des groupes de handicapés, ou âgés, etc.

Egalement demandés : publiciste, téléphoniste, secrétaire, et menuisier. On assure formation et supervision. Rens. : 326-2754.

● **Confidente pour une handicapée**. Une jeune femme avec léger handicap intellectuel apprécierait avoir une confidente avec qui prendre des marches ou faire de la bicyclette en saison. Elle parle français, habite chez ses parents à Ville Saint-Pierre. Rens. : Parrainage civique de la banlieue ouest au 631-9151, Mimi.

● **Un compagnon de jeu**. Un homme avec handicap intellectuel apprécierait que quelqu'un montre un peu d'intérêt pour lui. Il aime les quilles, le théâtre, aller prendre un café et jaser, et il habite Verdun. Si vous avez un peu de temps : Parrainage civique de la banlieue ouest au 631-9151, Mimi.

● **Chauffeurs demandés**. La Société canadienne du cancer est à la recherche de chauffeurs bénévoles pour conduire des personnes atteintes de cancer à leur centre de radiothérapie, avec la fourgonnette de la Société, située au 5151 boul. de l'Assomption. Les personnes volontaires pour ce service doivent

s'attendre à donner une demi-journée ou une journée par semaine. Rens. : 255-5151 poste 70.

● **Accompagnateur-rice**. Un organisme visant l'intégration dans la communauté d'adultes ayant un handicap intellectuel, a besoin de bénévoles pour accompagner au restaurant une personne handicapée, parler avec elle et créer des liens d'amitié. Journée de la semaine au choix, de préférence le matin. Repas et billets de bus remboursés. Rens. : Service bénévole de l'est au 523-6599.

● **Conseil d'administration**. Un organisme de support pour des personnes atteintes de sclérose en plaques a besoin d'une personne bénévole pour faire partie du conseil d'administration : participer aux réunions, analyser les besoins, faire des recommandations. Le troisième jeudi de chaque mois, de 15 h à 17 h. Métro Mont-Royal. Rens. : Service bénévole de l'est au 523-6599.

● **Rédaction**. Parrainage civique de Montréal recherche une personne capable de s'occuper de la production de son bulletin d'information - rédaction de textes, correction et mise en page. Le travail peut se faire à la maison. Rens. : Eric-Pierre au 843-8815.

CRTC

Décision

Canada

Décision 94-923. Rogers Communications Inc. (la RCI) en vue d'acquiescer le contrôle effectif de la Maclean Hunter Limited (la MHL), sous réserve que la RCI, dans les douze mois, dépose une demande visant à transférer le contrôle effectif de CFCN-TV Calgary, CFCN-TV-5 Lethbridge et des intérêts indirects détenus par la MHL dans la CTV Television Network Ltd. à une tierce partie, APPROVED - Demande de renouvellement connexe de CIWW Ottawa, du 28 février 1995 au 31 août 1999. REFUSE - Demandes similaires afin de renouveler les licences de CFCN-TV Calgary et CFCN-TV-5 Lethbridge. «Vous pouvez consulter les documents du CRTC dans la «Gazette du Canada», Partie I; aux bureaux de la titulaire pendant les heures normales d'affaires. Pour obtenir copie des documents publics du CRTC, prière de communiquer avec le CRTC aux adresses ci-après: Ottawa-Hull, (819) 997-2429, Halifax, (902) 426-7997, Montréal, (514) 283-6607, Toronto, (416) 954-6273, Winnipeg, (204) 983-6304, Vancouver, (604) 666-2111.»



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Comme la BMW... nous avons un système de gestion du moteur Bosch.

Comme la Porsche... nous avons un système de freinage ABS 4 canaux.

Comme Mercedes... nous utilisons un procédé de pose pour panneaux latéraux monopièce.

Et surprise, nous aussi offrons un modèle avec un hayon. Tout de même!



Voici la toute nouvelle Accent 3 portes.

A partir de 8995\$*

accent

Est-ce possible de retrouver une technologie aussi avancée dans une voiture importée pour moins de 10 000 \$? Impossible ! À moins qu'il ne s'agisse de la nouvelle Accent 3 ou 4 portes de Hyundai.

Voiture économique de l'année
MOTORING 95

évidemment. L'Accent ne s'en laisse pas imposer non plus côté sécurité avec des zones déformantes avant et arrière, des poutrelles latérales de renfort répondant

aux normes de sécurité de 1997 et, livrables, deux coussins gonflables et des freins antiblocage ABS. Sans compter l'une des meilleures garanties de l'industrie et une assistance routière 24 heures. De plus, l'Accent dispose d'un fougueux moteur Alpha à entretien minimal de 92 chevaux, et surtout, d'un magnifique hayon des plus pratiques! Que demander de plus?

HYUNDAI

*FDSE de l'Accent L 1995, 3 portes, 5 vitesses à partir de 8995 \$. Immatriculation, transport, préparation et taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre.

Une voiture difficile à battre.

OUEST
Autos Eurolux Inc.
2500, boul. Hébert
Valleyfield 377-1985

Automobiles
Ulan Ltée
1625, boul. Hymus
Dorval 683-5702

Ile Perrot Hyundai
500 Don Quichotte
Ile Perrot 425-2960

Formule Hyundai
9565 rue Clement
Ville Lasalle 364-1124

Hyundai de Sigi
1124 rue Bleury
Montréal 879-1531

SUD
Seray Auto Inc.
730, boul. Pénary
Chambly 875-1959

Longueuil Hyundai
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil 670-2080

Les Automobiles
Cloginor Inc.
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
348-6817

Hyundai Casavant
2300, boul. Casavant, ouest
St-Hyacinthe 774-6344

Hyundai Granby
1196, rue Principale
Granby 378-4666

Hyundai de Châteauguay
77, St-Jean-Baptiste
Châteauguay 699-8555

Hyundai Varennes
1855 Route 132
Varennes 652-4979

NORD
Desmeules Hyundai
1237, boul.
des Laurentides
Ville de Laval 668-6393

Hyundai Auto St-Jérôme
1180, boul.
des Laurentides
St-Antoine 432-4252

Hyundai Mont-Laurier
1756, boul. Paquette
Mont-Laurier 623-5018

Chomedey Hyundai
2480, boul. Curé Labelle
Chomedey, Laval
682-6000

Hyundai Blainville
1053, Curé Labelle
Blainville 434-5484

Houle et Frères Hyundai
401, boul. des Seigneurs
Terrebonne 471-4647

Hyundai Ste-Agathe
1751 rue Principale
Ste-Agathe 326-8211

Hamel Hyundai
885, boul. Arthur-Sauvé
St-Eustache 974-0440

EST
Pointe-aux-Trembles
Hyundai Enr.
12150, rue Sherbrooke est
Montréal 645-2233

Hyundai de Lanaudière
1165, de Lanaudière
Joliette 759-7669

Coiteux Hyundai
5187, avenue Papineau
Montréal 521-3201

Excellence Hyundai
1250 Marie-Victorin
Tracy 743-1244

Hyundai Repentigny
845 rue Notre Dame
Repentigny 582-3182